myenergy
Luxembourg

Quelles aides financières pour votre projet de construction ou de rénovation ?

Hotline
8002 11 90

myenergy.lu

Sommaire

Vous envisagez de construire, d'acheter ou de rénover votre logement ? Un tel investissement mérite une préparation consciencieuse d'autant que les démarches à entreprendre pour bénéficier des diverses aides financières sont propres à chaque projet.

L'octroi d'une subvention ne peut en aucun cas être revendiqué sur la base d'informations contenues dans cette publication. My Energy G.I.E. décline toute responsabilité quant à l'exhaustivité et à l'exactitude des informations fournies dans cette publication. Seul le texte issu des lois et des règlements grand-ducaux publiés au Mémorial fait foi.

1 Aides disponibles pour une rénovation énergétique durable de votre logement

1.1. Les aides PRIMe House 4
1.2. Les prêts climatiques 10
1.3. Les aides socio-économiques et avantages fiscaux 16
1.4. Les subventions pour des travaux de restauration d'immeubles historiques ou d'architecture remarquable 18
1.5. Les programmes d'aides des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (mécanisme d'obligations) 18
1.6. Le soutien financier communal 19

2 Aides disponibles pour la construction de votre logement durable

2.1. Les aides PRIMe House 22
2.2. Les aides pour l'établissement d'un certificat LENOZ 24
2.3. Comment procéder pour pouvoir bénéficier des aides PRIMe House ? 26
2.4. Les aides socio-économiques et avantages fiscaux 26
2.5. Le soutien financier communal 29

3 Techniques subventionnées valorisant les énergies renouvelables

3.1. Les aides PRIMe House 32
3.2. Les prêts climatiques 35
3.3. Les coopératives énergétiques 35
3.4. Les programmes d'aides des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (mécanisme d'obligations) 36
3.5. Le soutien financier communal 36

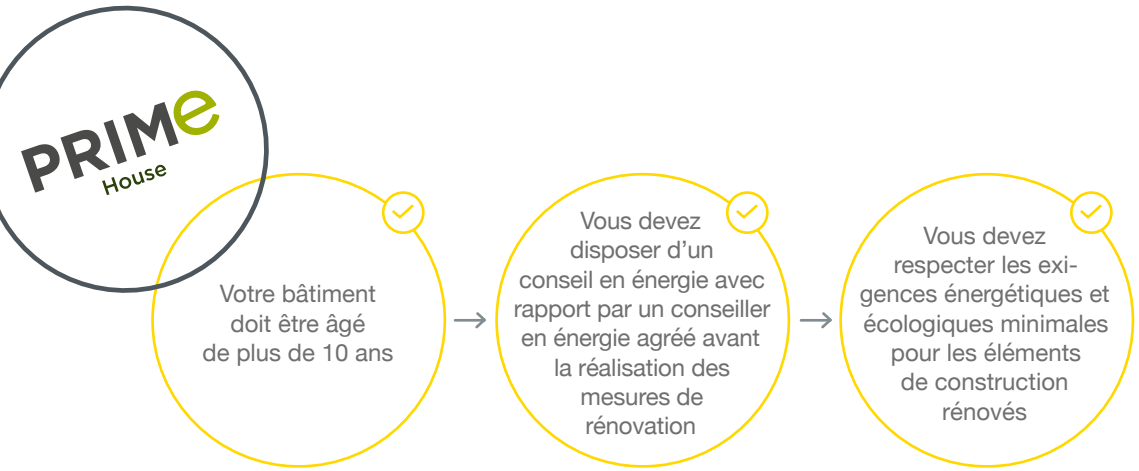
1

Aides disponibles pour une rénovation énergétique durable de votre logement

1. Aides disponibles pour une rénovation énergétique durable de votre logement

1.1. Les aides PRIMe House

PRIMe House est un régime d'aides financières étatiques qui vise entre autres à encourager la rénovation énergétique durable des habitations existantes.
Afin de pouvoir bénéficier des aides PRIMe House pour votre projet de rénovation énergétique durable, il est important de respecter les prérequis suivants :



Remarque
Ces subventions sont accordées pour la réalisation de travaux de rénovation entre le 01.01.2017 et le 31.12.2024. Un conseil en énergie doit obligatoirement être facturé entre le 01.01.2017 et le 31.12.2020. La demande d'aide financière est à introduire au plus tard jusqu'au 31.12.2026. Tout droit à l'aide financière se prescrit par quatre ans à compter du 31 décembre de l'année civile à laquelle se rapporte la facture en question.
Pour tout conseil en énergie dont la facture a été établie au plus tard le 31.12.2016, veuillez-vous référer à l'ancien régime des aides PRIMe House.

www Consultez myenergy.lu

— 1.1.1. Les aides PRIMe House liées à la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment

Les aides financières accordées aux mesures individuelles réalisées sur l'enveloppe d'un bâtiment d'habitation (maison unifamiliale ou appartement) dépendent du standard de performance énergétique atteint, de la qualité écologique des matériaux d'isolation et de la façon dont ces derniers sont fixés. Le montant des subventions de base ci-dessous et le bonus écologique sont calculés par rapport à la surface de l'élément de construction après rénovation et ne peuvent dépasser 50 % des coûts éligibles.

Élément rénové	Aide financière	Épaisseur minimale de l'isolant *
Mur extérieur (isolation extérieure)	20 – 36 € / m²	12 cm
Mur extérieur (isolation intérieure)	20 – 36 € / m²	8 cm
Mur contre sol ou zone non chauffée	12 – 15 € / m²	8 cm
Toiture inclinée ou plate	15 – 42 € / m²	18 cm
Dalle supérieure contre zone non chauffée	10 – 35 € / m²	18 cm
Dalle inférieure contre zone non chauffée ou sol ou extérieur	12 – 15 € / m²	8 cm
Fenêtres et portes-fenêtres (vitrage et cadre) **	40 – 52 € / m²	$U_w \leq 0{,}90$ W / (m²K)

* Par rapport à une conductivité thermique de 0,035 W / (mK).
** Une certaine qualité thermique du mur extérieur est une condition obligatoire.

Toiture avant rénovation (sans isolation)

Toiture après rénovation (avec isolation)

— 1.1.2. Le bonus écologique avec focus sur les matériaux durables

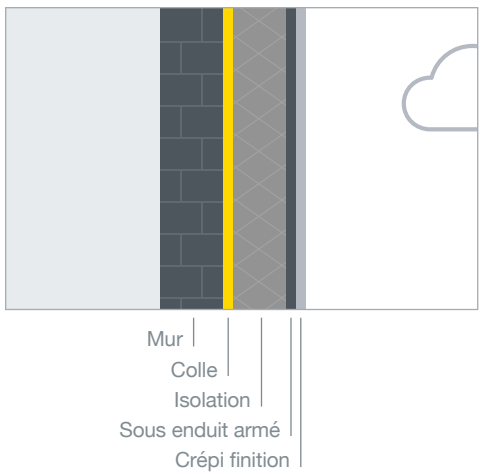
Une majoration des subventions de base figurant sous le point 1.1.1. est accordée pour l'utilisation de matériaux renouvelables (selon leur indicateur écologique) **et** une fixation mécanique démontable.

Élément rénové	Mur extérieur ou toiture	Mur ou dalle contre sol Mur ou dalle contre zone non chauffée
Majoration du montant de base [€/m² rénové]	**+40 € / m²**	**+15 € / m²**

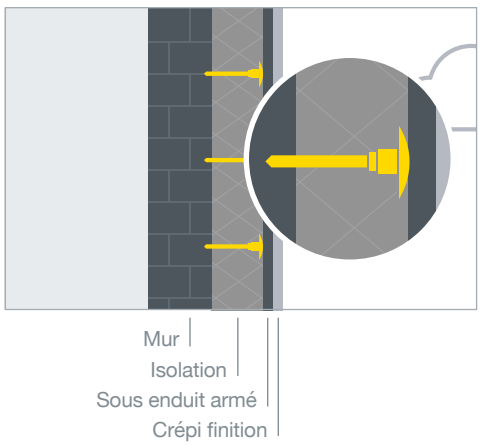
Exception : murs extérieurs
La majoration sera de 20 € / m², si le matériau isolant et l'enduit sont de nature minérale indépendamment du type de montage.

Exemples de construction de murs extérieurs :

Montage traditionnel



Montage par fixation mécanique démontable



— 1.1.3. Les aides PRIMe House liées à la ventilation mécanique contrôlée (VMC)

A) Aides PRIMe House pour VMC dans une maison unifamiliale

40 € / m²
max. 150 m²
= 6.000 €

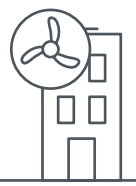
Exemple de calcul

Maison unifamiliale de 140 m²
140 x 40 = 5.600 €

Maison unifamiliale de 190 m²
max. 6.000 €

Remarque : l'aide est plafonnée à 50 % des coûts éligibles.
La surface à prendre en compte est mentionnée dans votre passeport énergétique.

B) Aides PRIMe House pour VMC dans un appartement



40 € / m²
max. 80 m²
= 3.200 €

Exemple de calcul

Appartement de 70 m²
70 x 40 = 2.800 €

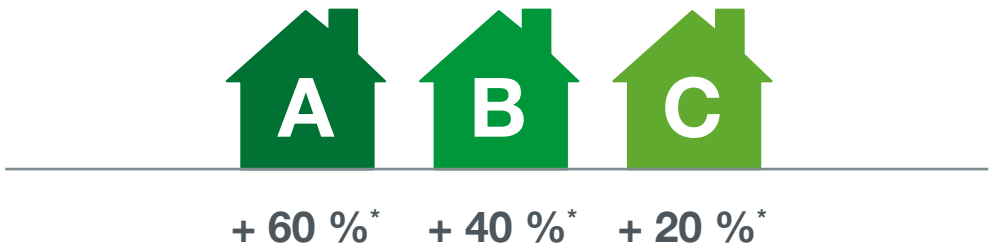
Appartement de 110 m²
max. 3.200 €

Remarque : l'aide est plafonnée à 30.000 € par résidence et 50 % des coûts éligibles.
La surface à prendre en compte est mentionnée dans votre passeport énergétique.

— 1.1.4. Le bonus promotion pour une rénovation énergétique poussée

Si le bâtiment atteint les classes d'isolation thermique C, B ou A après la rénovation, le montant de la subvention accordée aux mesures individuelles effectuées sur l'enveloppe thermique peut être augmenté, sous condition que la classe d'isolation thermique soit améliorée d'au moins deux classes. Pour l'obtention du bonus, les mesures d'isolation peuvent aussi être réalisées par étapes.

Bonus pour une amélioration de la classe d'isolation de l'enveloppe thermique



* % sur l'aide de la subvention de base

— 1.1.5. L'aide pour un conseil en énergie par un conseiller agréé

Le conseil en énergie sur place, obligatoire dans le cadre d'une rénovation énergétique durable, comprend une visite des lieux qui aboutit à un rapport de conseil en énergie. L'accompagnement en vue de la vérification de la conformité des offres et de la mise en œuvre sur le chantier sont également obligatoires. Le conseil en énergie doit obligatoirement être effectué par un expert agréé auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

L'aide financière pour les services précisés ci-dessous est plafonnée à 2.200 € pour une maison unifamiliale et à 2.800 € par résidence.

Attention
Il faudra réaliser au minimum une mesure individuelle au niveau de l'enveloppe thermique du bâtiment pour pouvoir bénéficier du montant forfaitaire pour un conseil en énergie avec rapport par un conseiller en énergie agréé. Si l'amélioration est uniquement réalisée au niveau d'une installation technique valorisant les sources d'énergies renouvelables, la subvention sera réduite de 70 %.

Aide financière	Maison unifamiliale	Résidence
Conseil en énergie	1.000 €	1.200 € + 25 € par unité d'habitation à partir de la 3e unité, max 1.600 €
Vérification de la conformité des offres	50 € par offre, max. 200 €	
Vérification de la conformité de la mise en œuvre sur chantier	125 € par mesure, max. 500 €	
Calcul d'un pont thermique	100 € par pont thermique, max. 500 €	

Trouvez votre expert compétent et agréé sur myenergy.lu/fr/particuliers/certified

— 1.1.6. Comment procéder pour pouvoir bénéficier des aides PRIMe House ?

01 — Demandeur
Mandate un conseiller en énergie agréé pour un conseil en énergie avec rapport

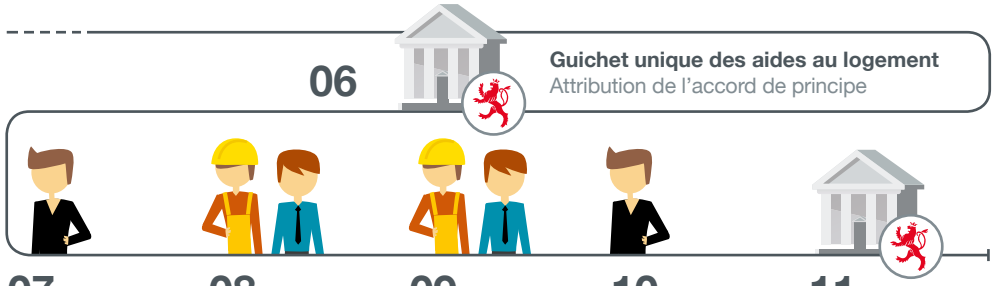
02 — Conseiller agréé
Élabore le concept de rénovation :
— visite des lieux
— concept d'une rénovation énergétique intégrale
— liste des mesures retenues pour la réalisation

03 — Demandeur
Demande des offres auprès des entreprises (non obligatoire)

04 — Entreprise
Établit l'offre des mesures retenues et conformes à la PRIMe House

Conseiller agréé
Vérifie la conformité des offres
— recommandé avant la demande de l'accord de principe

05 — Demandeur
Demande l'accord de principe auprès du Guichet unique des aides au logement :
— recommandé d'intégrer les offres vérifiées par le conseiller agréé



06 — Guichet unique des aides au logement
Attribution de l'accord de principe

07 — Demandeur
Mandate l'entreprise pour la réalisation des travaux et informe le conseiller agréé de la mise en œuvre de l'isolation

08 — Entreprise
Réalise les travaux

Conseiller agréé
Contrôle la mise en œuvre du chantier

09 — Entreprise
Facture conformément aux mesures réalisées

Conseiller agréé
Rapport final

10 — Demandeur
Demande la liquidation des aides PRIMe House

11 — Guichet unique des aides au logement
Liquide les aides PRIMe House

1.2. Les prêts climatiques

La création des prêts climatiques permet un préfinancement des travaux en vue de promouvoir la rénovation durable des logements d'une ancienneté de plus de 10 ans. Les prêts climatiques contribuent non seulement à la consommation responsable de l'énergie et à la préservation de l'environnement, mais également à une diminution des coûts d'énergie, ainsi qu'à une augmentation du confort et de la valeur vénale du logement.

Deux formules de prêts sont proposées pour des mesures de rénovation énergétique durable (liées aux conditions de la PRIMe House) et pour l'équipement d'un logement existant avec une ou plusieurs installations techniques (sauf installation photovoltaïque).
La demande d'un prêt climatique est cumulable avec les aides PRIMe House.

— 1.2.1. Le prêt climatique à taux zéro

Conditions liées à l'obtention d'un prêt climatique à taux zéro :

Bénéficiaires : personnes physiques → Plafond de revenu en fonction de la composition du ménage → Limites minimale et maximale de la surface utile d'habitation du logement → Ne pas être propriétaire, copropriétaire ou usufruitier d'un autre logement → Habitation principale et permanente du logement à rénover pendant dix ans → Accord de principe de l'Administration de l'environnement à demander au Guichet unique des aides au logement

Modalités liées au prêt climatique à taux zéro :

- La prise en charge directe, par le Ministère du Logement, des honoraires liés au service d'un conseil en énergie, préalable requis pour pouvoir bénéficier du prêt ;
- La prise en charge de l'intégralité des intérêts échus sur le prêt accordé par des banques conventionnées ;
- Le bénéficiaire devra uniquement rembourser le capital du prêt accordé dont le montant ne peut dépasser 50.000 € sur 15 ans maximum ;
- Le prêt est entièrement garanti par l'État afin de faciliter l'accessibilité à un prêt bancaire et de réduire les frais liés aux garanties exigées par les instituts financiers ;
- Octroi d'une prime en capital à hauteur de 10 % du montant principal du prêt afin de diminuer le montant global à rembourser.

taux zér0%

— 1.2.2. Comment procéder pour pouvoir bénéficier d'un prêt climatique à taux zéro

01

Demandeur
Demande un RDV auprès du Guichet unique des aides au logement

02

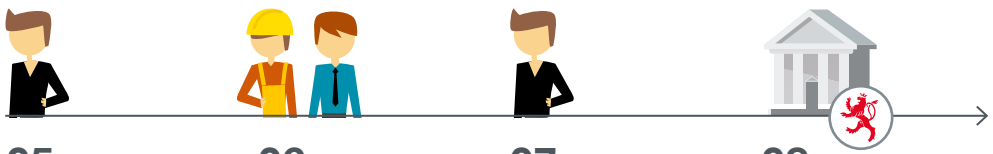
Guichet unique des aides au logement
Crée un dossier d'éligibilité et attribue l'accord avec la prise en charge du conseiller en énergie agréé

03

Demandeur
Mandate un conseiller en énergie agréé pour un conseil en énergie avec rapport

04

Conseiller agréé
Élabore le concept de rénovation :
— visite des lieux
— concept d'une rénovation énergétique intégrale
— liste des mesures retenues pour la réalisation



05

Demandeur
Demande des offres auprès de 3 entreprises différentes par mesure envisagée (obligatoires)

06

Entreprise
Établit l'offre des mesures retenues et conformes à la PRIMe House

---

Conseiller agréé
Vérifie la conformité des offres
— obligatoire avant la demande de l'accord de principe

07

Demandeur
Demande l'accord de principe auprès du Guichet unique des aides au logement :
— obligation d'annexer les 3 offres par mesure envisagée
— mettre en évidence l'offre la plus avantageuse

08

Guichet unique des aides au logement
Attribue l'accord de principe pour les mesures envisagées et pour le prêt à taux 0 %

09

Banque conventionnée
Accorde le prêt à taux 0%

10

Demandeur
Mandate l'entreprise pour la réalisation des travaux et informe le conseiller agréé de la mise en œuvre de l'isolation

11

Entreprise
Réalise les travaux

Conseiller agréé
Contrôle la mise en œuvre du chantier

12

Entreprise
Facture conformément aux mesures réalisées

Conseiller agréé
Rapport final

13

Demandeur
Demande la liquidation des aides PRIMe House

14

Guichet unique des aides au logement
Liquide les aides PRIMe House

taux
zér0%

— 1.2.3. Le prêt climatique à taux réduit

Conditions liées à l'obtention d'un prêt climatique à taux réduit :

Bénéficiaires : personnes physiques et morales

→

Pas de limite de nombre de prêts par bénéficiaire

→

Accord de principe de l'Administration de l'environnement à demander au Guichet unique des aides au logement

Modalités liées au prêt climatique à taux réduit :

- Prêt limité à un montant max. de 100.000 € par logement sur une durée de 15 ans ;
- Subvention d'intérêts de 1,5 % prise en charge par l'État jusqu'à concurrence maximale de 10 % du montant principal.

— 1.2.4. Comment procéder pour pouvoir bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit ?

01

Demandeur
Mandate un conseiller en énergie agréé pour un conseil en énergie avec rapport

02

Conseiller agréé
Élabore le concept de rénovation :
— visite des lieux
— concept d'une rénovation énergétique intégrale
— liste des mesures retenues pour la réalisation

03

Demandeur
Demande des offres auprès des entreprises

04

Entreprise
Établit l'offre des mesures retenues et conformes à la PRIMe House

---

Conseiller agréé
Vérifie la conformité des offres
— recommandé avant la demande de l'accord de principe

05

Demandeur
Demande l'accord de principe auprès du Guichet unique des aides au logement :
— obligation d'annexer au moins une offre par mesure envisagée

06

Guichet unique des aides au logement
Attribue l'accord de principe pour les mesures envisagées et pour le prêt à taux réduit

07

Banque
Accorde le prêt à taux réduit

08

Demandeur
Mandate l'entreprise pour la réalisation des travaux et informe le conseiller agréé de la mise en œuvre de l'isolation

09

Entreprise
Réalise les travaux

Conseiller agréé
Contrôle la mise en œuvre du chantier

10

Entreprise
Facture conformément aux mesures réalisées

Conseiller agréé
Rapport final

11

Demandeur
Demande la liquidation des aides PRIMe House

12

Guichet unique des aides au logement
Liquide les aides PRIMe House

1.3. Les aides socio-économiques et avantages fiscaux

— 1.3.1. Les aides socio-économiques

De nombreuses aides étatiques ont été mises en place afin d'encourager vos initiatives pour la construction et l'amélioration de votre logement, en fonction de votre revenu et situation de famille.
Zoom sur les aides individuelles au logement liées à la rénovation de votre domicile.
La demande de ces aides est à adresser directement au Ministère du Logement.

— La prime d'amélioration

Aide en capital de l'État accordée pour certains travaux effectués dans le but d'améliorer les conditions de salubrité et de sécurité dans les immeubles dont la première occupation est antérieure à 15 ans. La prime d'amélioration correspond à 30 % du montant des factures relatives aux travaux. Elle ne peut dépasser la somme totale de 10.000 € par personne bénéficiaire.

— La subvention d'intérêt

Aide en intérêts de l'État destinée à réduire les charges mensuelles d'un prêt hypothécaire en vue de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement. Le taux de la subvention d'intérêt se calcule sur base du revenu imposable et de la situation de famille et peut varier entre 0,575 % et 2,45 %.

Attention
Le logement doit respecter les critères de surface fixés par la législation en vigueur.

— La bonification d'intérêt

Aide en intérêts de l'État de l'ordre de 0,50 % par enfant à charge. Cette aide est accordée afin de réduire les charges mensuelles dans le cas d'un prêt hypothécaire en vue de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement. Elle ne peut en aucun cas dépasser le taux effectif du prêt respectivement le taux plafond de 3 %. La bonification d'intérêt peut se cumuler avec des avantages similaires résultant d'autres dispositions légales et réglementaires ainsi qu'avec la subvention d'intérêt sans dépasser le taux effectif du prêt respectivement le taux plafond fixé à 3 %. Les avantages pour enfants dans la subvention d'intérêt sont imputés sur la bonification d'intérêt.

— La garantie de l'État

Dans le cas où l'emprunteur ne peut fournir aux organismes prêteurs des garanties propres jugées suffisantes, l'État peut aider à garantir le prêt contracté en vue de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement.

— Le complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil

Aide en capital de l'État complémentaire à la prime d'amélioration destinée à compenser partiellement les frais et honoraires d'architecte et/ou d'ingénieur-conseil.

Attention
Ce complément de prime ne peut dépasser ni 50 % des frais et honoraires, ni le montant maximal de 1.250 €.

— 1.3.2. Les avantages fiscaux

1

TVA Logement (ou application directe du taux super-réduit)

Le taux normal de la TVA est de 17 %. Cependant, les travaux de rénovation d'un logement sont soumis au taux de TVA réduit de 3 % à condition que ce dernier soit affecté à des fins d'habitation principale. Le montant total de la faveur fiscale ne peut excéder 50.000 € par logement rénové.

2

Crédit d'impôt sur les actes notariés («Bëllegen Akt»)

Toute personne physique, lors de la passation de l'acte notarié portant acquisition d'une habitation personnelle, peut bénéficier d'un crédit d'impôt d'un montant maximal de 20.000 € à valoir sur les droits d'enregistrement et de transcription normalement dus.

Remarque
Diverses autres incitations fiscales sont disponibles pour votre projet. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
www aed.public.lu

1.4. Les subventions pour des travaux de restauration d'immeubles historiques ou d'architecture remarquable

Une subvention étatique peut être accordée pour une rénovation énergétique, si le caractère typique ou historique de l'immeuble est préservé.

Prérequis

- Introduction d'une demande d'aide avant le commencement des travaux auprès du Service des sites et monuments nationaux
- L'immeuble doit être classé comme monument national ou une inscription à l'inventaire supplémentaire est nécessaire
- Protection communale d'un immeuble à conserver dans un secteur protégé d'intérêt communal

Pour plus d'informations
Renseignez-vous auprès du Service des sites et monuments nationaux (ssmn.public.lu).

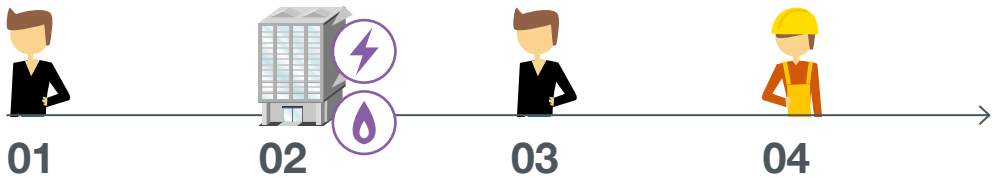
1.5. Les programmes d'aides des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (mécanisme d'obligations)

Pour faire valoir des mesures d'efficacité énergétique, les fournisseurs doivent démontrer qu'ils ont joué un rôle incitatif dans la réalisation de celles-ci. Ils doivent soutenir le consommateur qui réalise la mesure concernée par une contribution directe. Cet élément incitatif peut être, entre autres, une contribution financière.

Certains fournisseurs d'énergie proposent des aides supplémentaires qui ne sont pas liées au mécanisme d'obligations.

Pour plus d'informations
Renseignez-vous auprès des fournisseurs de gaz naturel et d'électricité actifs au Luxembourg sur leurs programmes individuels d'aides. Une liste complète de ces fournisseurs peut être consultée sur le site de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ilr.lu).

1.5.1. Les étapes à suivre dans le cadre du mécanisme d'obligations

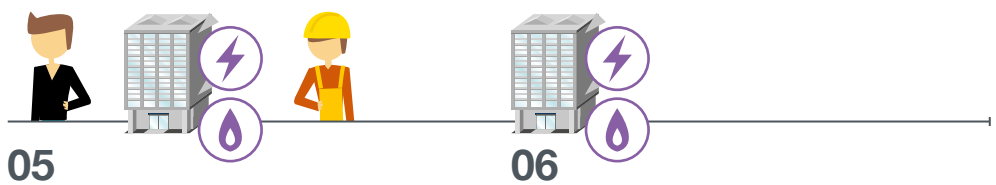


01
Demandeur
Prend contact avec la partie obligée

02
Partie obligée (fournisseur d'électricité et de gaz naturel)
Accord entre client et partie obligée sur les mesures à réaliser et évaluation de leur impact en termes d'économies en énergie

03
Demandeur
Prend contact avec une entreprise

04
Entreprise
Réalise les travaux



05
Demandeur - Partie obligée - Entreprise
Attestation de la réalisation des travaux et signature des parties impliquées

06
Partie obligée (fournisseur d'électricité et de gaz naturel)
Octroi d'une prime dépendant du volume d'économies en énergie (cumulable avec d'autres aides existantes)

1.6. Le soutien financier communal

De nombreuses communes proposent des programmes d'aides financières supplémentaires. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de l'administration de votre commune ou auprès de myenergy.

2

Aides disponibles pour la construction de votre logement durable

2. Aides disponibles pour la construction de votre logement durable

2.1. Les aides PRIMe House

Depuis le 01.01.2017, chaque nouvelle construction d'un bâtiment d'habitation au Luxembourg doit correspondre à un bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle (NZEB = Nearly Zero Energy Building). En règle générale, le NZEB correspond aux classes énergétiques AA.

PRIMe House est un régime d'aides financières étatique qui vise également à encourager la construction de logements durables. Les aides PRIMe House sont orientées vers la promotion de la durabilité des nouveaux logements, en se référant au système de certification LENOZ (Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat fir Wunngebaier). Afin de pouvoir bénéficier des aides PRIMe House pour votre projet de nouvelle construction, il est important de savoir qu'il faut obtenir :

60 %

des points réalisables pour la sélection de

PRIMe House

46

critères de durabilité LENOZ des catégories «Écologie», «Bâtiment et installations techniques» et «Fonctionnalité».

Remarque
Les subventions sont accordées pour toute nouvelle construction avec demande d'autorisation de bâtir introduite entre le 01.01.2017 et 31.12.2020. Pour toute nouvelle construction dont la demande d'autorisation de bâtir a été introduite entre le 01.01.2013 et le 31.12.2016, veuillez-vous référer à l'ancien régime des aides PRIMe House.

Consultez myenergy.lu

— 2.1.1. Les aides PRIMe House pour une maison unifamiliale

160 € / m²
max. 150 m²
= 24.000 €

Exemple de calcul

Maison unifamiliale de 130 m²
130 x 160 = 20.800 €

Maison unifamiliale de 180 m²
max. 24.000 €

Remarque: la surface additionnelle n'est pas subventionnée.
La surface à prendre en compte est mentionnée dans votre passeport énergétique.

— 2.1.2. Les aides PRIMe House pour un appartement

≤ 1.000 m²

> 1.000 m²

A) Appartement dans résidence
≤ 1.000 m²

Aide financière (€/m² surface de référence énergétique)	
jusqu'à 80 m²	140 € / m²
entre 80 et 120 m²	85 € / m²

Exemple de calcul

Appartement de 120 m²
80 x 140 + 40 x 85
= 14.600 €

B) Appartement dans résidence
> 1.000 m²

Aide financière (€/m² surface de référence énergétique)	
jusqu'à 80 m²	100 € / m²
entre 80 et 120 m²	55 € / m²

Exemple de calcul

Appartement de 110 m²
80 x 100 + 30 x 55
= 9.650 €

2.2. Les aides pour l'établissement d'un certificat LENOZ

LENOZ est une approche d'évaluation globale facultative permettant de quantifier la durabilité de votre logement. L'abréviation LENOZ signifie «Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat».

Un certificat LENOZ contient l'estimation de la durabilité d'un bâtiment d'habitation, calculée sur la base de

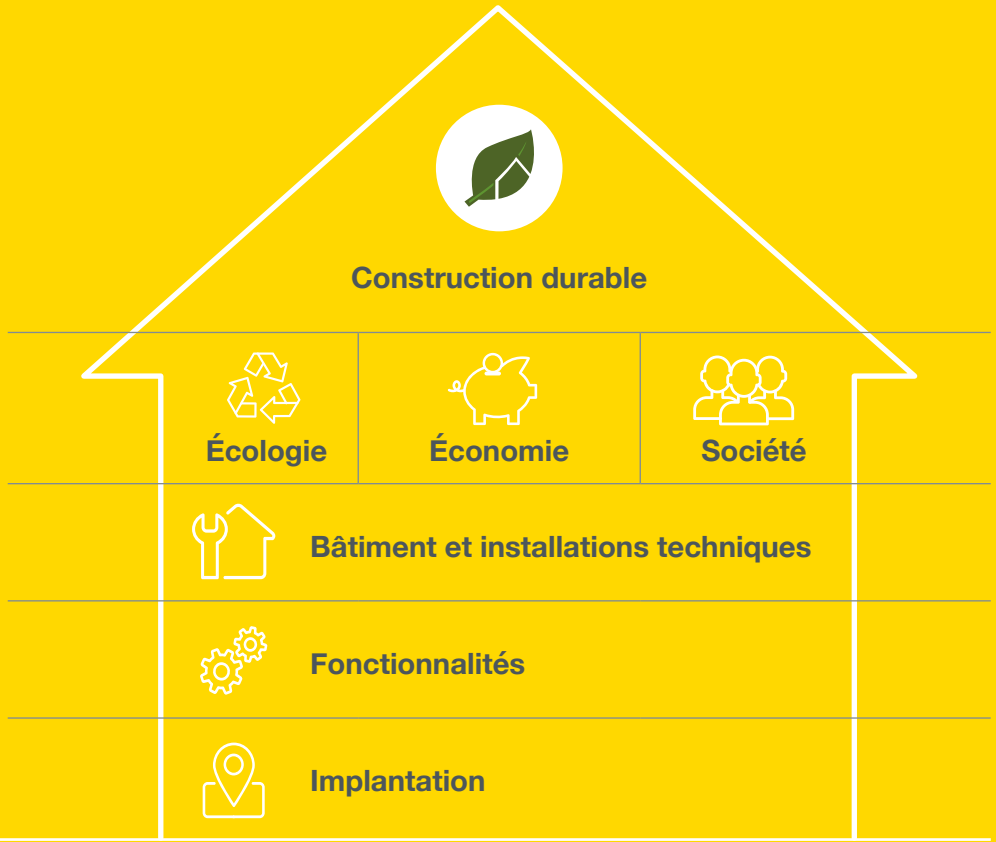
6

catégories d'évaluation (l'implantation, la société, l'économie, l'écologie, le bâtiment et les installations techniques, et les fonctionnalités) qui comportent

143

critères.

Le certificat LENOZ comporte la classe de durabilité ainsi que les points obtenus sur le total des critères.



Aides financières pour l'établissement d'un certificat de durabilité

Maison unifamiliale
1.500 €

Appartement dans une résidence
750 €

2.3. Comment procéder pour pouvoir bénéficier des aides PRIMe House ?

01

Architecte / Ingénieur responsable
Planifie le logement en respectant les critères du LENOZ

02

Demandeur
Demande l'autorisation de bâtir auprès de la commune

03

Entreprise
Réalise les travaux

Architecte
Vérifie la conformité des travaux par rapport aux critères LENOZ

04

Architecte / Ingénieur responsable
Remplit les formulaires et complète le dossier de demande

05

Demandeur
Demande la liquidation des aides PRIMe House

06

Guichet unique des aides au logement
Liquide les aides PRIMe House

2.4. Les aides socio-économiques et avantages fiscaux

— 2.4.1. Les aides sociaux-économiques

De nombreuses aides étatiques ont été mises en place afin d'encourager vos initiatives pour la construction et l'amélioration de votre logement, en raison de votre revenu et situation de famille.
Zoom sur les aides individuelles au logement liées à la construction de votre domicile : la demande de ces aides est à adresser au Ministère du Logement.

— La prime de construction/d'acquisition

Aide en capital de l'État pour la construction d'une maison unifamiliale ou d'un logement en copropriété. Le montant peut varier entre 250 et 9.700 €. Cette prime est fixée en fonction du revenu, de la situation de famille ainsi qu'en fonction du type de construction de votre logement.

Attention
Le logement doit aussi respecter les critères de surface fixés par la législation en vigueur.

— La subvention d'intérêt

Aide en intérêts de l'État destinée à réduire les charges mensuelles d'un prêt hypothécaire en vue de la construction ou de l'acquisition d'un logement. Le taux de la subvention d'intérêt se calcule sur base du revenu imposable et de la situation de famille et peut varier entre 0,575 % et 2,45 %.

Attention
Le logement doit respecter les critères de surface fixés par la législation en vigueur.

— La bonification d'intérêt

Aide en intérêts de l'État de l'ordre de 0,50 % par enfant à charge. Cette aide est accordée afin de réduire les charges mensuelles dans le cas d'un prêt hypothécaire en vue de la construction ou de l'acquisition d'un logement.
Elle ne peut en aucun cas dépasser le taux effectif du prêt respectivement le taux plafond de 3 %. La bonification d'intérêt peut se cumuler avec des avantages similaires résultant d'autres dispositions légales et réglementaires ainsi qu'avec la subvention d'intérêt sans dépasser le taux effectif du prêt respectivement le taux plafond fixé à 3 %. Les avantages pour enfants dans la subvention d'intérêt sont imputés sur la bonification d'intérêt.

— La garantie de l'État

Dans le cas où l'emprunteur ne peut fournir aux organismes prêteurs des garanties propres jugées suffisantes, l'État peut aider à garantir le prêt contracté en vue de la construction ou de l'acquisition d'un logement.

— La prime d'épargne

Aide en capital de l'État dont le montant correspond aux intérêts et primes bonifiés sur les comptes d'épargne.

Attention
Afin de bénéficier de la prime d'épargne, il faut aussi être bénéficiaire d'une prime d'acquisition ou d'une prime de construction. À noter que les avoirs des comptes d'épargne doivent être utilisés à raison de 90 % au moins pour le financement du logement. Le montant maximal de la prime d'épargne par bénéficiaire ne peut dépasser 5.000 €.

— Le complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil

Aide en capital de l'État complémentaire à la prime de construction destinée à compenser partiellement les frais et honoraires d'architecte et/ou d'ingénieur-conseil.

Attention
Ce complément de prime ne peut dépasser ni 50 % des frais et honoraires ni le montant maximal de 1.250 €.

1 TVA Logement (ou application directe du taux super-réduit)

Le taux normal de la TVA est de 17 %. Cependant, les travaux de construction sont soumis au taux de TVA réduit de 3 % à condition que ce dernier soit affecté à des fins d'habitation principale. Le montant total de la faveur fiscale ne peut pas excéder 50.000 € par logement créé.

2 Crédit d'impôt sur les actes notariés («Bëllegen Akt»)

Toute personne physique, lors de la passation de l'acte notarié portant acquisition d'une habitation personnelle, peut bénéficier d'un crédit d'impôt d'un montant maximal de 20.000 €, à valoir sur les droits d'enregistrement et de transcription normalement dus.

Remarque
Diverses autres incitations fiscales sont disponibles pour votre projet. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
www aed.public.lu

2.5. Le soutien financier communal

De nombreuses communes proposent des programmes d'aides financières supplémentaires. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre administration communale ou auprès de myenergy.

3

Techniques subventionnées valorisant les énergies renouvelables

3. Techniques subventionnées valorisant les énergies renouvelables

3.1. Les aides PRIMe House

Les aides financières PRIMe House pour le recours aux énergies renouvelables dans le domaine du logement sont calculées par rapport au montant investi dans l'installation respective et sont limitées à un montant maximal.

Ces subventions s'appliquent aussi bien aux projets de rénovation qu'aux nouvelles constructions et peuvent également être sollicitées indépendamment d'un tel projet.

Attention
Des conditions supplémentaires peuvent être applicables. Renseignez-vous auprès de myenergy pour en savoir plus sur les spécifications techniques.

Remarque
Tous les investissements réalisés entre le 01.01.2017 et le 31.12.2020 inclus profitent des aides financières (la date des factures faisant foi). Mis à part pour les installations photovoltaïques, ce délai est prolongé jusqu'au 31.12.2024 sous condition que les investissements et services en question soient réalisés conjointement à la construction d'un nouveau logement durable ou à la rénovation énergétique d'un bâtiment existant.

Énergie solaire	Subvention (% des coûts)	Montant max. maison unifamiliale	Montant max. résidence
Installation solaire thermique (eau chaude sanitaire)	50 %	2.500 €	2.500 € par unité d'habitation max. 15.000 €
Installation solaire thermique avec appoint de chauffage	50 %	4.000 €	4.000 € par unité d'habitation max. 20.000 €

Une aide forfaitaire supplémentaire de 1.000 € est accordée si la mise en place de l'installation solaire thermique se fait conjointement avec une chaudière à bois ou par une pompe à chaleur éligibles.

Installation solaire photovoltaïque	20 %	avec un plafond de 500 € / kW_c
Installation solaire (collecteur hybride)	20 %	

Tarifs d'injection

Si votre installation photovoltaïque injecte l'électricité produite dans le réseau, vous bénéficiez d'un supplément à l'aide à l'investissement.

Puissance électrique crête (maximale) de l'installation inférieure ou égale à 10 kW_c

Année de la 1ère injection	Tarif € / kWh
2019	0,1650
2020	0,1601
2021	0,1552

Puissance électrique crête de l'installation entre 10 kW_c et 30 kW_c

Année de la 1ère injection	Tarif € / kWh
2019	0,1550
2020	0,1504
2021	0,1458

Pompe à chaleur	Subvention (% des coûts)	Montant max. maison unifamiliale	Montant max. résidence
Pompe à chaleur géothermique (sondes géothermiques, collecteurs géothermiques ou systèmes à accumulateur de chaleur latente avec collecteur solaire thermique)	50 %	8.000 €	6.000 € par unité d'habitation max. 30.000 €
Pompe à chaleur air-eau ou appareil compact uniquement pour maison à énergie quasi nulle	25 %	2.500 €	-

Chauffage au bois	Subvention (% des coûts)	Montant max. maison unifamiliale	Montant max. résidence
Chaudière à granulés ou plaquettes de bois	40 %	5.000 €	4.000 € par unité d'habitation max. 24.000 €

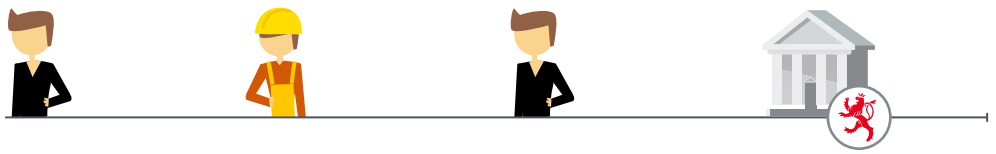
Un bonus de 15 % supplémentaire peut être accordé pour la mise en place d'un réservoir tampon avec une capacité minimale de 30 l / kW (en combinaison avec l'installation d'une chaudière à granulés ou plaquettes de bois)

Chaudière à bûches de bois ou combinaison bûches/granulés	25 %	2.500 €	max. 2.500 €
Poêle à granulés de bois (raccordé au circuit de chauffage)	30 %	2.500 €	-

Bonus de 30 % pour le remplacement d'une chaudière alimentée en combustible fossile par une chaudière à bois

Réseau de chauffage urbain	Subvention (% des coûts)	Montant max. maison unifamiliale	Montant max. résidence
Raccordement à un réseau de chauffage urbain	-	50 € / kW max. 15 kW	15 € / kW max. 8 kW par unité d'habitation
Mise en place d'un réseau de chauffage urbain	30 %	7.500 €	-

3.1.1. Comment procéder pour pouvoir bénéficier des aides PRIMe House ?



01
Demandeur
Demande des offres auprès des entreprises

02
Installateur
Met en place l'installation technique et remplit les formulaires

03
Demandeur
Demande la liquidation des aides PRIMe House

04
Guichet unique des aides au logement
Liquide les aides PRIMe House

3.2. Les prêts climatiques

Dans le cadre du remplacement d'une chaudière existante ou lors de l'amélioration de votre système de chauffage, n'oubliez pas de demander votre prêt climatique permettant le préfinancement des travaux. Pour plus de détails sur les différents prêts climatiques, veuillez-vous référer à la page 10.

3.3. Les coopératives énergétiques

Depuis le 1er janvier 2016, les sociétés coopératives de production d'énergie peuvent également bénéficier d'une rémunération sous forme de tarifs d'injection pour la production d'électricité solaire.
Le bénéfice de cette mesure est subordonné à la création d'une société coopérative ou société civile composée d'au moins :

7 personnes physiques, associations sans but lucratif ou fondations.

myenergy prodigue des conseils sur les détails techniques des installations photovoltaïques et la réglementation des tarifs d'injection, propose une liste des coopératives existantes ainsi qu'un contrat type de location de toiture et des statuts modèles pour la création d'une coopérative énergétique. Pour en savoir plus sur les étapes de création d'une coopérative de production d'énergie, rendez-vous sur www myenergy.lu.

Tarifs d'injection

Puissance électrique crête (maximale) de l'installation entre 30 kW_c et 100 kW_c		Puissance électrique crête de l'installation entre 100 kW_c et 200 kW_c		Puissance électrique crête de l'installation entre 200 kW_c et 500 kW_c	
Année de la 1ère injection	Tarif € / MWh	Année de la 1ère injection	Tarif € / MWh	Année de la 1ère injection	Tarif € / MWh
2019	145,0	2019	140,0	2019	125,0
2020	139,2	2020	134,4	2020	120,0
2021	133,6	2021	129,0	2021	115,2

3.4. Les programmes d'aides des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (mécanisme d'obligations)

Pour faire valoir des mesures d'efficacité énergétique, les fournisseurs doivent démontrer qu'ils ont joué un rôle incitatif dans la réalisation de celles-ci. Ils doivent soutenir le consommateur qui réalise la mesure concernée par une contribution directe. Cet élément incitatif peut être, entre autres, une contribution financière.

Certains fournisseurs d'énergie proposent des aides supplémentaires qui ne sont pas liées au mécanisme d'obligations.

Pour plus d'informations
Renseignez-vous auprès des fournisseurs de gaz naturel et d'électricité actifs au Luxembourg sur leurs programmes individuels d'aides. Une liste complète de ces fournisseurs peut être consultée sur le site de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ilr.lu).

Pour plus de détails concernant les étapes à suivre dans le cadre du mécanisme d'obligations, veuillez-vous référer à la page 19.

3.5. Le soutien financier communal

De nombreuses communes proposent des programmes d'aides financières supplémentaires. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre administration communale ou bien auprès de myenergy.

Faites-vous conseiller tout au long de votre projet !

myenergy vous accompagne pour la réussite de votre projet de construction ou de rénovation. Prenez rendez-vous dès à présent pour un conseil de base en énergie personnalisé et gratuit au 8002 11 90 ou sur myenergy.lu. Un conseiller myenergy se déplacera à votre domicile ou dans l'infopoint myenergy proche de vous. Vous avez également la possibilité de vous faire conseiller dans les locaux de myenergy à Luxembourg-Gare.

Vous recevrez de précieuses informations en matière d'efficacité énergétique de votre logement, d'énergies renouvelables, de construction et de rénovation énergétique, de matériaux durables ainsi que sur votre comportement énergétique et votre mobilité durable.

Ce service est financé par myenergy et votre commune.

8002 11 90

myenergy.lu

myenergy
Luxembourg

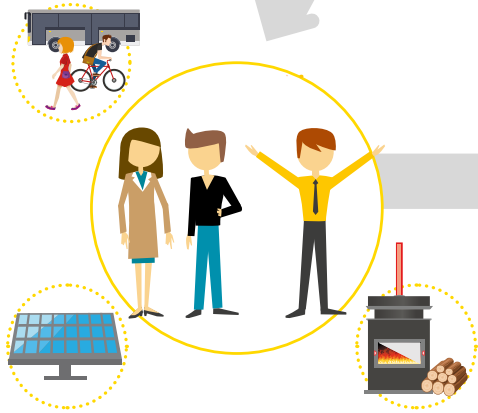
Vous souhaitez avoir des informations en matière d'énergie et de construction durable ?

Le conseil de base en énergie gratuit de myenergy permet :

8002 11 90
www.myenergy.lu
Sur rendez-vous uniquement

> de vous expliquer les aides financières et les mesures d'amélioration énergétique ;

> d'en savoir plus sur la performance énergétique et les aspects de la construction durable de votre habitation pour un meilleur confort ;



> de vous informer sur l'utilisation des énergies renouvelables et votre mobilité durable.

FAITES-VOUS **CONSEILLER !**

Vos contacts

Pour toutes vos questions concernant les aspects techniques de votre projet ou les aides disponibles, myenergy vous propose un conseil de base en énergie financé par myenergy et votre commune :

myenergy
Luxembourg

8002 11 90

de 8h00 à 12h00
et de 13h00 à 17h00

info@myenergy.lu

28, rue Glesener
L-1630 Luxembourg
T. +352 40 66 58
R.C.S. Luxembourg C84

myenergy.lu

Pour toutes vos questions concernant les démarches administratives relatives aux aides étatiques :

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

GUICHET UNIQUE DES AIDES AU LOGEMENT

Hotline
8002 10 10

de 8h00 à 16h00

guichet@ml.lu

11, rue de Hollerich
L-1741 Luxembourg

Horaires d'ouverture :
Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00
et de 13h30 à 16h00
Le jeudi de 8h00 à 17h30 en continu

Aides I FR I mai 2019 I Papier 100 % recyclé

myenergy
Luxembourg

Welche Beihilfen können Sie für Ihr Neubau- oder Renovierungsprojekt beantragen?

Hotline
8002 11 90

myenergy.lu

Zusammenfassung

Sie haben vor, eine Wohnung zu bauen, zu kaufen oder zu renovieren? Eine derartige Investition sollte gründlich vorbereitet werden, denn die Abläufe zur Beantragung von diversen Beihilfen sind von Projekt zu Projekt unterschiedlich.

Auf Gewährung einer Förderung nach dieser Publikation besteht kein Rechtsanspruch. My Energy G.I.E. übernimmt keine Verantwortung für die Vollständigkeit und Richtigkeit der Informationen in dieser Publikation. Einzig und alleine die Gesetzestexte der großherzoglichen Verordnung sind rechtsbindend.

1 Beihilfen für eine nachhaltige energetische Renovierung Ihres Wohngebäudes

1.1. PRIMe-House-Beihilfen 4
1.2. Klimadarlehen 10
1.3. Sozioökonomische Beihilfen und Steuervergünstigungen 16
1.4. Fördermittel für die Restaurierung von historischen oder architektonisch wertvollen Gebäuden 18
1.5. Beihilfeprogramme von Strom- und Gasversorgern (Energieeffizienz-Verpflichtungssystem) 18
1.6. Kommunale Beihilfen 19

2 Beihilfen für Ihren nachhaltigen Neubau

2.1. PRIMe-House-Beihilfen 22
2.2. Beihilfen für die Erstellung eines LENOZ-Zertifikats 24
2.3. So beantragen Sie die PRIMe-House-Beihilfen für Ihren Neubau 26
2.4. Sozioökonomische Beihilfen und Steuervergünstigungen 26
2.5. Kommunale Beihilfen 29

3 Subventionierte technische Anlagen im Bereich der erneuerbaren Energien

3.1. PRIMe-House-Beihilfen 32
3.2. Klimadarlehen 35
3.3. Energiekooperativen 35
3.4. Beihilfeprogramme von Strom- und Gasversorgern (Energieeffizienz-Verpflichtungssystem) 36
3.5. Kommunale Beihilfen 36

1

Beihilfen für eine nachhaltige energetische Renovierung Ihres Wohngebäudes

1. Beihilfen für eine nachhaltige energetische Renovierung Ihres Wohngebäudes

1.1. PRIMe-House-Beihilfen

Im Rahmen des PRIMe-House-Förderprogramms wird mit staatlichen Beihilfen unter anderem die nachhaltige energetische Renovierung bestehender Gebäude gefördert. Um PRIMe-House-Beihilfen für Ihr nachhaltiges Renovierungsprojekt zu erhalten, müssen Sie die folgenden Voraussetzungen erfüllen:

PRIMe House

Ihr Gebäude muss älter als 10 Jahre sein. →

Sie müssen vor der Durchführung der Renovierungsmaßnahmen im Rahmen einer Energieberatung einen Bericht durch einen zugelassenen Energieberater einholen. →

Sie müssen die energetischen und nachhaltigen Mindestanforderungen an die renovierten Bauteile erfüllen.

Anmerkung
Diese Beihilfen werden für Renovierungsarbeiten bewilligt, die zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2024 durchgeführt werden. Die Rechnung der Energieberatung muss zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2020 datiert sein, und der Antrag auf finanzielle Beihilfen muss bis zum 31. Dezember 2026 eingereicht werden. Der Anspruch auf finanzielle Beihilfen verfällt vier Jahre nach dem 31. Dezember des Kalenderjahres, auf das sich die betreffende Rechnung bezieht.
Für Energieberatungen deren Rechnung spätestens am 31.12.2016 ausgestellt wurde, gilt das alte PRIMe-House-Förderprogramm.

www Informieren Sie sich auf myenergy.lu

1.1.1. PRIMe-House-Beihilfen zur Erhöhung der Energieeffizienz der Gebäudehülle

Die finanziellen Beihilfen für Einzelmaßnahmen an der Gebäudehülle von Wohngebäuden (Einfamilienhaus oder Wohnung) hängen vom erzielten Energieeffizienz-Standard, von den ökologischen Eigenschaften der Dämmstoffe und von der Art und Weise ab, wie diese Dämmstoffe befestigt sind. Die Höhe der unten aufgeführten Basisförderung richtet sich nach der Flächengröße des Bauteils nach der Renovierung. Die Beihilfe ist gedeckelt und beträgt maximal 50 % der förderfähigen Kosten.

Renoviertes Bauteil	Förderbetrag	Mindestdämmstärke *
Außenwand (von außen gedämmt)	20 – 36 € / m²	12 cm
Außenwand (von innen gedämmt)	20 – 36 € / m²	8 cm
Wand gegen Erdreich oder unbeheizten Raum	12 – 15 € / m²	8 cm
Schräg- oder Flachdach	15 – 42 € / m²	18 cm
Oberste Geschossdecke gegen unbeheizten Dachboden	10 – 35 € / m²	18 cm
Boden gegen Erdreich gegen außen oder unbeheizten Keller	12 – 15 € / m²	8 cm
Fenster und Fenstertüren (Verglasung und Rahmen) **	40 – 52 € / m²	$U_w \leq 0{,}90$ W / (m²K)

* Bezogen auf eine Wärmeleitfähigkeit von 0,035 W / (mK).
** Eine gewisse thermische Qualität der Außenmauer ist eine zwingende Voraussetzung.

Dach vor der Renovierung (ohne Dämmung)

Dach nach der Renovierung (mit Dämmung)

— 1.1.2. Öko-Bonus zur Förderung nachhaltiger Materialien

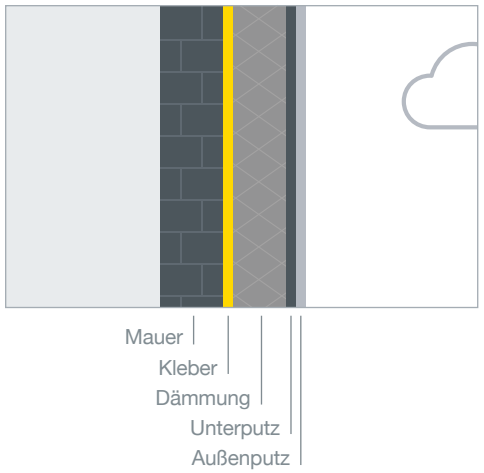
Die unter 1.1.1. erläuterte Basisförderung erhöht sich, wenn Sie erneuerbare Materialien (gemäß dem ökologischen Indikator) verwenden und eine demontierbare mechanische Befestigung wählen.

Renoviertes Bauteil	Außenwand oder Dach	Mauer oder Boden gegen Erdreich, Mauer oder Decke gegen unbeheizte Zone
Zuschlag zu den Basisförderbeträgen [€/m² renoviert]	**+40 € / m²**	**+15 € / m²**

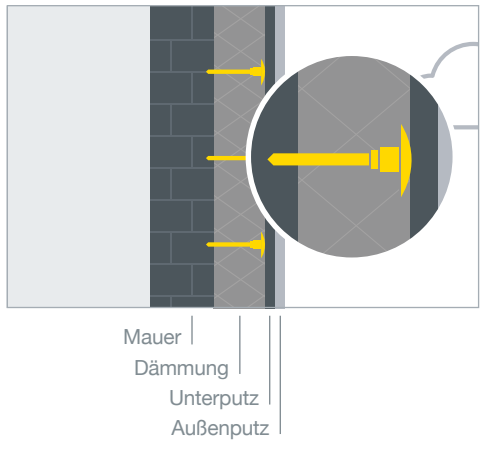
Ausnahme: Außenwände
Die Erhöhung der Basisförderung beträgt 20 € / m², wenn die Dämmung und der Putz mineralisch sind, unabhängig von der Art der Befestigung.

Beispiele für den Aufbau von Außenwänden

Herkömmliche Montage



Montage mit demontierbarer mechanischer Befestigung



— 1.1.3. PRIMe-House-Beihilfen für Lüftungsanlagen

A) PRIMe-House-Beihilfen für eine Lüftungsanlage in einem Einfamilienhaus

40 € / m²
max. 150 m²
= 6.000 €

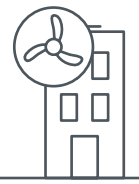
Berechnungsbeispiel

Einfamilienhaus mit 140 m²
140 x 40 = 5.600 €

Einfamilienhaus mit 190 m²
max. 6.000 €

Anmerkung: Die Beihilfen werden bis zu einem Höchstbetrag von 50 % der förderfähigen Kosten gewährt. Die zu berücksichtigende Wohnfläche ist in Ihrem Energiepass angegeben.

B) PRIMe-House-Beihilfen für eine Lüftungsanlage in einer Wohnung



40 € / m²
max. 80 m²
= 3.200 €

Berechnungsbeispiel

70 m²-Wohnung
70 x 40 = 2.800 €

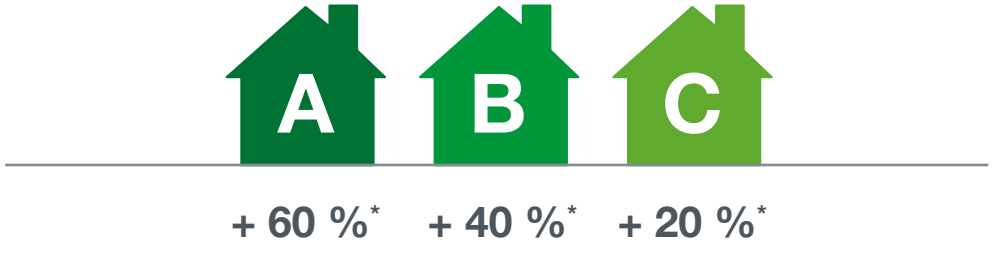
110 m²-Wohnung
max. 3.200 €

Anmerkung: Die Beihilfen werden bis zu einem Höchstbetrag von 30.000 € pro Mehrfamilienhaus und 50 % der förderfähigen Kosten gewährt. Die zu berücksichtigende Wohnfläche ist in Ihrem Energiepass angegeben.

— 1.1.4. Bonusförderung für eine verstärkte energetische Gebäuderenovierung

Wenn das Gebäude nach der Renovierung die Wärmeschutzklasse C, B oder A erreicht, kann die Beihilfesumme für die umgesetzten Einzelmaßnahmen an der Gebäudehülle um einen Bonus erhöht werden. Voraussetzung ist, dass die Wärmeschutzklasse um mindestens 2 Klassen verbessert wird. Um diesen Bonus zu erhalten, können die Dämmmaßnahmen auch in Etappen ausgeführt werden.

Bonus für die Erhöhung der Wärmeschutzklasse



* % auf die Beihilfe der Basisförderung

— 1.1.5. Beihilfe für eine Energieberatung durch einen zugelassenen Berater

Die Energieberatung vor Ort ist im Rahmen einer nachhaltigen energetischen Renovierung verpflichtend und umfasst einen Ortstermin. Anschließend wird ein Energieberatungsbericht erstellt. Die Betreuung ist ebenfalls verpflichtend, damit überprüft werden kann, dass die Angebote und die bauliche Umsetzung den Vorgaben entsprechen. Die Energieberatung muss von einem vom Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung zugelassenen Experten durchgeführt werden.

Bei den finanziellen Beihilfen für die unten aufgeführten Leistungen gilt ein Höchstbetrag von 2.200 € für ein Einfamilienhaus und 2.800 € pro Mehrfamilienhaus.

Achtung
Es muss mindestens eine Einzelmaßnahme an der Gebäudehülle durchgeführt werden, damit Sie den Pauschalbetrag für eine Energieberatung mit Bericht durch einen zugelassenen Energieberater erhalten. Falls nur eine technische Installation im Bereich der erneuerbaren Energien realisiert wird, verringert sich die Beihilfe um 70 %.

Förderbetrag	Einfamilienhaus	Mehrfamilienhaus
Energieberatung	1.000 €	1.200 € + 25 € pro Wohneinheit ab der 3. Einheit, max. 1.600 €
Überprüfung der Kostenvoranschläge	50 € pro Kostenvoranschlag, max. 200 €	
Überprüfung der umgesetzten Maßnahmen	125 € pro Maßnahme, max. 500 €	
Berechnung einer Wärmebrücke	100 € pro Wärmebrücke, max. 500 €	

Finden Sie Ihren kompetenten und zugelassenen Experten auf myenergy.lu/de/privatpersonen/certified

— 1.1.6. So beantragen Sie die PRIMe-House-Beihilfen für Ihr Renovierungsprojekt

1.2. Klimadarlehen

Dank der Klimadarlehen können Arbeiten zur Förderung der nachhaltigen Renovierung von Wohngebäuden, die älter als 10 Jahre sind, vorfinanziert werden. Die Klimadarlehen tragen nicht nur zu einer verantwortungsvollen Nutzung von Energie und zum Umweltschutz bei, sondern auch zu einer Verringerung der Energiekosten sowie zu höherem Wohnkomfort und zu einem höheren Marktwert des Wohngebäudes.

Es werden zwei Arten von Darlehen für Maßnahmen zur nachhaltigen energetischen Renovierung von Wohngebäuden angeboten (gekoppelt an die PRIMe-House-Bedingungen). Sie können auch genutzt werden, um bestehende Wohngebäude mit einer oder mehreren technischen Installationen auszurüsten (außer Photovoltaikanlagen). Die Beantragung eines Klimadarlehens ist mit den PRIMe-House-Beihilfen kumulierbar.

— 1.2.1. Zinsfreies Klimadarlehen

Bedingungen für die Gewährung eines zinsfreien Klimadarlehens:

Begünstigte: natürliche Personen → Einkommensgrenze in Abhängigkeit von der Zusammensetzung des Haushalts → Unter- und Obergrenzen für die Wohn- und Nutzfläche des Wohngebäudes → Der Begünstigte ist nicht Eigentümer, Miteigentümer oder Nutzungsberechtigter eines anderen Wohngebäudes → Dauerhafter Hauptwohnsitz für 10 Jahre in dem zu renovierenden Wohngebäude → Der „Accord de principe“ (Grundsatzvereinbarung) der Umweltverwaltung muss bei der Zentralen Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen beantragt werden

Modalitäten des zinsfreien Klimadarlehens:

- Direkte Übernahme der Kosten für die Energieberatung, die im Vorfeld für die Nutzung des Darlehens erforderlich ist, durch das Ministerium für Wohnungsbau;
- Übernahme sämtlicher Zinsen des Darlehens;
- Der Begünstigte muss nur den Betrag des vereinbarten Darlehens zurückzahlen, der 50.000 € über eine Laufzeit von maximal 15 Jahren nicht übersteigen darf;
- Das Darlehen wird vollständig durch den Staat gesichert, um den Zugang zu einem Bankdarlehen zu erleichtern und die Kosten für die von den Finanzinstituten geforderten Sicherheiten zu senken;
- Gewährung einer einmaligen Kapitalprämie in Höhe von 10 % des geliehenen Kapitals zur Verringerung des zurückzuzahlenden Gesamtbetrags.

— 1.2.2. So beantragen Sie ein zinsfreies Klimadarlehen

01

Antragsteller
beantragt einen Termin bei der Zentralen Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen (Guichet unique des aides au logement)

02

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
erstellt ein Berechtigungs-Dossier und bewilligt die Kostenübernahme für die Energieberatung

03

Antragsteller
beauftragt einen zugelassenen Energieberater mit der Energieberatung und dem Bericht

04

Zugelassener Berater
arbeitet ein Renovierungskonzept aus:
— Ortstermin
— Konzept für eine energetische Gesamtrenovierung
— Liste der für die Umsetzung festgehaltenen Maßnahmen

05

Antragsteller
holt Angebote von 3 verschiedenen Unternehmen pro Maßnahme ein (verpflichtend)

06

Unternehmen
erstellt das Angebot der gewählten Maßnahmen welche der PRIMe House entsprechen

---

Zugelassener Berater
überprüft die Konformität der Angebote
— verpflichtend vor der Beantragung des „Accord de principe“ (Grundsatzvereinbarung)

07

Antragsteller
beantragt Grundsatzvereinbarung bei der Zentralen Anlaufstelle:
— pro geplanter Maßnahme müssen die 3 Angebote eingereicht werden
— hebt das vorteilhafteste Angebot hervor

08

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
bewilligt Grundsatzvereinbarung für die geplanten Maßnahmen und für das zinsfreie Darlehen

09

Bank, mit der der Staat eine Vereinbarung geschlossen hat
bewilligt ein zinsfreies Darlehen

10

Antragsteller
beauftragt das Unternehmen mit der Durchführung der Arbeiten und informiert den zugelassenen Berater über die Umsetzung der Dämmung

11

Unternehmen
führt die Arbeiten aus

Zugelassener Berater
führt Sichtkontrolle der baulichen Umsetzung durch

12

Unternehmen
erstellt eine Rechnung gemäß den ausgeführten Maßnahmen

Zugelassener Berater
erstellt Abschlussbericht

13

Antragsteller
beantragt Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen

14

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
gibt Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen frei

0%
Zinsen

— 1.2.3. Klimadarlehen mit reduziertem Zins

Bedingungen für die Gewährung eines Klimadarlehens mit reduziertem Zins:

Begünstigte: natürliche und juristische Personen → Zahl der Darlehen pro Begünstigtem ist nicht begrenzt → Der „Accord de principe“ (Grundsatzvereinbarung) der Umweltverwaltung muss bei der Zentralen Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen beantragt werden

Modalitäten eines Klimadarlehens mit reduziertem Zins:

- Darlehenshöchstbetrag: 100.000 € pro Wohngebäude über eine Laufzeit von 15 Jahren;
- Zinsförderung von 1,5 % wird vom Staat übernommen – bis zu 10 % des geliehenen Kapitals.

— 1.2.4. So beantragen Sie ein Klimadarlehen mit reduziertem Zins

01

Antragsteller
beauftragt einen zugelassenen Berater mit der Energieberatung und dem Bericht

02

Zugelassener Berater
arbeitet ein Renovierungskonzept aus:
— Ortstermin
— Konzept für eine Gesamtrenovierung
— Liste der für die Umsetzung festgehaltenen Maßnahmen

03

Antragsteller
holt Angebote von Unternehmen ein

04

Unternehmen
erstellt das Angebot der gewählten Maßnahmen welche der PRIMe House entsprechen

---

Zugelassener Berater
überprüft die Konformität der Angebote
— empfohlen vor der Beantragung des „Accord de principe“ (Grundsatzvereinbarung)

05

Antragsteller
beantragt Grundsatzvereinbarung bei der Zentralen Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen: pro geplante Maßnahme muss mindestens ein Angebot eingereicht werden

06

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
bewilligt Grundsatzvereinbarung

07

Bank
bewilligt Darlehen mit reduziertem Zins

08

Antragsteller
beauftragt das Unternehmen mit der Durchführung der Arbeiten und informiert den zugelassenen Berater über die Umsetzung der Dämmung

09

Unternehmen
führt die Arbeiten aus

Zugelassener Berater
führt Sichtkontrolle der baulichen Umsetzung durch

10

Unternehmen
erstellt eine Rechnung gemäß den ausgeführten Maßnahmen

Zugelassener Berater
erstellt Abschlussbericht

11

Antragsteller
beantragt Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen

12

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
gibt die Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen frei

1.3. Sozioökonomische Beihilfen und Steuervergünstigungen

— 1.3.1. Sozioökonomische Beihilfen

Je nach Ihrem Einkommen und Ihrer familiären Situation gibt es viele verschiedene Beihilfen, mit denen der Staat Neubau- und Renovierungsprojekte unterstützt.

Im Folgenden werden die einzelnen Wohnungsbeihilfen für die Renovierung Ihres Wohngebäudes näher beschrieben. Beantragt werden diese Beihilfen direkt beim Ministerium für Wohnungsbau.

— Verbesserungsprämie

Diese staatliche Kapitalbeihilfe wird für bestimmte Maßnahmen zur Verbesserung der Gesundheits- und Sicherheitsbedingungen von Gebäuden bewilligt, die seit mehr als 15 Jahren bewohnt werden. Die Verbesserungsprämie entspricht 30 % der Rechnungsbeträge für die Arbeiten. Die Beihilfe ist auf einen Höchstbetrag von 10.000 € pro Zahlungsempfänger begrenzt.

— Zinssubvention

Bei Aufnahme eines Hypothekendarlehens für den Erwerb oder die Renovierung eines Wohngebäudes, soll der staatliche Zinszuschuss die monatliche Tilgungsrate verringern. Die Höhe der Zinsbeihilfe richtet sich nach dem zu versteuernden Einkommen und der Familiensituation und kann zwischen 0,575 % und 2,45 % variieren.

Achtung
Der Wohnraum muss den gesetzlich vorgegebenen Kriterien der Wohnnutzfläche entsprechen.

— Zinsvergünstigung

Mit dieser staatlichen Zinsbeihilfe, wird der Schuldzinssatz um 0,50 % pro unterhaltsberechtigtem Kind gesenkt und die monatliche Belastung von Personen verringert, die ein Hypothekendarlehen aufgenommen haben, um eine Wohnung zu erwerben oder zu renovieren. Die Beihilfe darf den tatsächlichen Darlehenszins bzw. den festgelegten Höchstsatz von 3 % nicht überschreiten. Die Zinsvergünstigung kann mit anderen ähnlichen Vergünstigungen, die sich aus anderen Gesetzen oder Verordnungen ergeben, sowie mit der Zinsbeihilfe kumuliert werden. Der tatsächliche Darlehenszins bzw. der festgelegte Höchstsatz von 3 % darf allerdings nicht überschritten werden. Die Vergütungen für Kinder im Rahmen der Zinsbeihilfe werden auf die Zinsvergünstigung angerechnet.

— Staatliche Bürgschaft

Wenn der Darlehensnehmer nicht in der Lage ist, dem Hypothekengeber eigene ausreichende finanzielle Garantien zu bieten, kann der Staat eine Bürgschaft für das Darlehen übernehmen, das für den Kauf oder die Renovierung eines Wohngebäudes aufgenommen wurde.

— Architektenprämie

Die Architektenprämie ist eine finanzielle Beihilfe, die Sie zusätzlich zu Ihrer Verbesserungsprämie vom Staat erhalten können. Die Prämie soll einen Teil Ihrer Architekten- und/oder Ingenieurkosten decken.

Achtung
Die Architektenprämie beträgt höchstens die Hälfte des Honorarsatzes des Architekten oder beratenden Ingenieurs (bis zu einem Höchstbetrag von 1.250 €).

— 1.3.2. Steuervergünstigungen

1

Mehrwertsteuer im Wohnungsbau (oder direkte Anwendung des stark ermäßigten Steuersatzes)

Der übliche Mehrwertsteuersatz liegt bei 17 %. Für den Bau und die Renovierung von Wohngebäuden gilt allerdings ein ermäßigter Mehrwertsteuersatz von 3 %, wenn es sich um den Hauptwohnsitz handelt. Die Steuervergünstigung beträgt höchstens 50.000 € pro renovierter Wohnung.

Anmerkung
Für Ihr Vorhaben gibt es noch weitere Steueranreize. Nähere Informationen erhalten Sie bei der Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
www aed.public.lu

2

Steuergutschrift für notarielle Beurkundungen („Bëllegen Akt“)

Jede Privatperson kann bei der notariellen Beurkundung des Kaufs einer selbst genutzten Wohnung eine Steuergutschrift von bis zu 20.000 € geltend machen, die auf die normalerweise anfallenden Kosten für die Grundbucheintragung und Eigentumsübertragung angerechnet wird.

1.4. Fördermittel für die Restaurierung von historischen oder architektonisch wertvollen Gebäuden

Für eine energetische Renovierung kann eine staatliche Förderung bewilligt werden, wenn der typische oder historische Charakter des Gebäudes erhalten bleibt.

Voraussetzungen:

Fördermittelantrag wird vor Beginn der Arbeiten beim Service des sites et monuments nationaux gestellt → Das Gebäude muss unter Denkmalschutz stehen oder in der Ergänzungsliste zum Denkmalverzeichnis (inventaire supplémentaire) eingetragen sein → Kommunaler Schutz eines zu erhaltenden Gebäudes in einer geschützten Zone von kommunalem Interesse

Weitere Informationen
Bitte informieren Sie sich beim Service des sites et monuments nationaux (ssmn.public.lu).

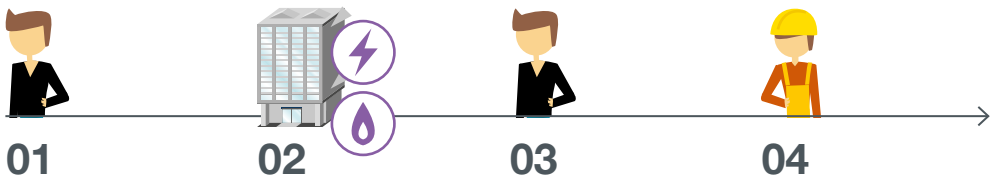
1.5. Beihilfeprogramme von Strom- und Gasversorgern (Energieeffizienz-Verpflichtungssystem)

Um Energieeffizienzmaßnahmen geltend machen zu können, müssen die Strom- und Gasversorger nachweisen, dass sie Anreize für die Realisierung solcher Maßnahmen geboten haben. Sie müssen den Verbraucher, der die betreffende Maßnahme durchführt, mit einem direkten Beitrag unterstützen. Ein solcher Anreiz kann unter anderem ein finanzieller Beitrag sein.

Einige Energielieferanten bieten zusätzliche Beihilfen an, die nicht an das Verpflichtungssystem gekoppelt sind.

Weitere Informationen
Bitte erkundigen Sie sich bei den Strom- und Gasversorgern in Luxemburg nach deren individuellen Beihilfeprogrammen. Eine vollständige Liste dieser Versorger finden Sie auf der Website des Institut Luxembourgeois de Régulation (ilr.lu).

1.5.1. So funktioniert das Energieeffizienz-Verpflichtungssystem

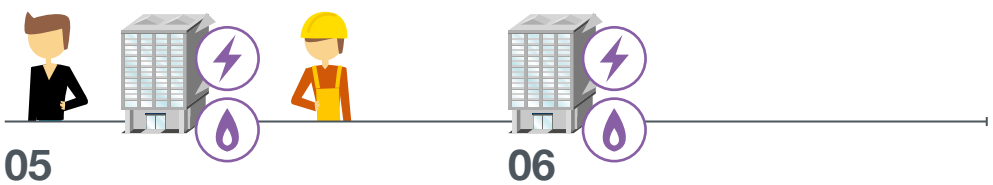


01 **Antragsteller** nimmt Kontakt zu der verpflichteten Partei auf

02 **Verpflichtete Partei (Strom- und Erdgasversorger)** einigt sich mit dem Kunden auf die durchzuführenden Maßnahmen und bewertet die daraus resultierenden Energieeinsparungen

03 **Antragsteller** nimmt Kontakt zu einem Unternehmen auf

04 **Unternehmen** führt die Arbeiten aus



05 **Antragsteller - verpflichtete Partei - Unternehmen** Bescheinigung über die Durchführung der Arbeiten wird ausgestellt und von allen Beteiligten unterzeichnet

06 **Verpflichtete Partei (Strom- und Gasversorger)** gewährt eine Prämie in Abhängigkeit vom Umfang der Energieeinsparungen (mit anderen Beihilfen kumulierbar)

1.6. Kommunale Beihilfen

Viele Gemeinden bieten ergänzende Finanzbeihilfeprogramme an. Nähere Informationen erhalten Sie bei Ihrer Gemeindeverwaltung oder bei myenergy.

2

Beihilfen für Ihren nachhaltigen Neubau

2. Beihilfen für Ihren nachhaltigen Neubau

2.1. PRIMe-House-Beihilfen

In Luxemburg muss seit dem 1. Januar 2017 jeder Neubau im Bereich der Wohngebäude einem Niedrigstenergiegebäude (NZEB = Nearly Zero Energy Building) entsprechen. In der Regel entspricht das NZEB den Klassen AA.

Mit dem staatlichen Beihilfeprogramm PRIMe House soll auch der Bau neuer nachhaltiger Wohngebäude gefördert werden. Die PRIMe-House-Beihilfen orientieren sich an der Förderung der Nachhaltigkeit von neuen Wohngebäuden basierend auf den Nachhaltigkeitskriterien der LENOZ-Zertifizierung (Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat fir Wunngebaier). Damit Sie PRIMe-House-Beihilfen für Ihr Neubauvorhaben erhalten, müssen Sie:

60 %

der möglichen Punkte bei

46

LENOZ-Nachhaltigkeitskriterien in den Kategorien „Ökologie“, „Gebäude und Technik“ und „Funktion“ erreichen.

Anmerkung
Die Beihilfen werden für jeden Neubau bewilligt, für den die Baugenehmigung zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2020 beantragt wird. Bei Neubauten, für die die Baugenehmigung zwischen dem 1. Januar 2013 und dem 31. Dezember 2016 beantragt wurde, informieren Sie sich bitte hier über das alte PRIMe-House-Förderprogramm:

www myenergy.lu

— 2.1.1. PRIMe-House-Beihilfen für ein Einfamilienhaus

160 € / m²
max. 150 m²
= 24.000 €

Berechnungsbeispiel

Einfamilienhaus mit 130 m²
130 x 160 = 20.800 €

Einfamilienhaus mit 180 m²
max. 24.000 €

Anmerkung: Die darüber hinausgehende Wohnfläche wird nicht gefördert.
Die zu berücksichtigende Wohnfläche ist in Ihrem Energiepass angegeben.

— 2.1.2. PRIMe-House-Beihilfen für eine Wohnung

≤ 1.000 m²

A) Wohnung in einem Mehrfamilienhaus
≤ 1.000 m²

Förderbetrag (€/m² Energiebezugsfläche)	
bis 80 m²	140 € / m²
zwischen 80 und 120 m²	85 € / m²

Berechnungsbeispiel

Eine 120 m²-Wohnung
80 x 140 + 40 x 85
= 14.600 €

> 1.000 m²

B) Wohnung in einem Mehrfamilienhaus
> 1.000 m²

Förderbetrag (€/m² Energiebezugsfläche)	
bis 80 m²	100 € / m²
zwischen 80 und 120 m²	55 € / m²

Berechnungsbeispiel

Eine 110 m²-Wohnung
80 x 100 + 30 x 55
= 9.650 €

2.2. Beihilfen für die Erstellung eines LENOZ-Zertifikats

LENOZ ist ein freiwilliges Gesamtbewertungskonzept, mit dem die Nachhaltigkeit Ihres Wohngebäudes quantifiziert werden kann. Die Abkürzung LENOZ steht für „Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat“.

Mit einem LENOZ-Zertifikat wird die Nachhaltigkeit eines Wohngebäudes bewertet, die anhand von

6 Bewertungskategorien (Standort, Gesellschaft, Ökonomie, Ökologie, Gebäude und Technik sowie Funktion) mit

143 Kriterien berechnet wird.

= Auf dem LENOZ-Zertifikat sind die erreichte Nachhaltigkeitsklasse sowie die erreichte Gesamtpunktzahl aus allen Kriterien vermerkt.

Beihilfe für die Erstellung eines Nachhaltigkeitszertifikats

Einfamilienhaus
1.500 €

Wohnung in einem Mehrfamilienhaus
750 €

2.3. So beantragen Sie die PRIMe-House-Beihilfen für Ihren Neubau

01

Architekt / Ingenieur
plant das Wohngebäude unter Einhaltung der LENOZ-Kriterien

02

Antragsteller
reicht den Bauantrag bei der Gemeinde ein

03

Unternehmen
führt die Arbeiten aus

Architekt
überprüft die Konformität der Arbeiten gegenüber den LENOZ-Kriterien.

04

Architekt / Ingenieur
füllt die Formulare aus und stellt die Unterlagen zusammen

05

Antragsteller
beantragt die Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen

06

Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
gibt Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen frei

2.4. Sozioökonomische Beihilfen und Steuervergünstigungen

— 2.4.1. Sozioökonomische Beihilfen

Je nach Ihrem Einkommen und Ihrer familiären Situation gibt es viele verschiedene Beihilfen, mit denen der Staat Neubau- und Renovierungsprojekte unterstützt.
Im Folgenden werden die einzelnen Wohnungsbeihilfen für den Neubau Ihres Wohngebäudes näher beschrieben. Beantragt werden diese Beihilfen direkt beim Ministerium für Wohnungsbau.

— Erwerbs- oder Wohnungsbauprämie

Dies ist eine staatliche Kapitalbeihilfe für den Neubau eines Einfamilienhauses oder einer Eigentumswohnung. Die Höhe variiert zwischen 250 und 9.700 € und richtet sich nach Einkommen, Familiensituation und der Bauart Ihres Wohngebäudes.

Achtung
Das Wohngebäude muss auch den gesetzlich vorgegebenen Kriterien der Wohnnutzfläche entsprechen.

— Zinssubvention

Bei Aufnahme eines Hypothekendarlehens für den Erwerb oder Neubau eines Wohngebäudes, soll der staatliche Zinszuschuss die monatliche Tilgungsrate verringern. Die Höhe der Zinsbeihilfe richtet sich nach dem zu versteuernden Einkommen und der Familiensituation und kann zwischen 0,575 % und 2,45 % variieren.

Achtung
Der Wohnraum muss den gesetzlich vorgegebenen Kriterien der Wohnnutzfläche entsprechen.

— Zinsvergünstigung

Mit dieser staatlichen Zinsbeihilfe, wird der Schuldzinssatz um 0,50 % pro unterhaltsberechtigtem Kind gesenkt und die monatliche Belastung von Personen verringert, die ein Hypothekendarlehen aufgenommen haben, um eine Wohnung zu bauen oder zu kaufen. Die Beihilfe darf den tatsächlichen Darlehenszins bzw. den festgelegten Höchstsatz von 3 % nicht überschreiten. Die Zinsvergünstigung kann mit anderen ähnlichen Vergünstigungen, die sich aus anderen Gesetzen oder Verordnungen ergeben, sowie mit der Zinsbeihilfe kumuliert werden. Der tatsächliche Darlehenszins bzw. der festgelegte Höchstsatz von 3 % darf allerdings nicht überschritten werden. Die Vergütungen für Kinder im Rahmen der Zinsbeihilfe werden auf die Zinsvergünstigung angerechnet.

— Staatliche Bürgschaft

Wenn der Darlehensnehmer nicht in der Lage ist, dem Hypothekengeber eigene ausreichende finanzielle Garantien zu bieten, kann der Staat eine Bürgschaft für das Darlehen übernehmen, das für den Neubau oder den Kauf eines Wohngebäudes aufgenommen wurde.

— Sparprämie

Staatliche Kapitalhilfe, deren Höhe den Zinsen und Prämien eines Sparkontos entspricht.

Achtung
Um die Sparprämie zu beantragen, muss der Begünstigte entweder eine Erwerbs- oder eine Bauprämie erhalten. Dabei ist zu beachten, dass die Guthaben auf dem Sparkonto zu mindestens 90 % für die Finanzierung des Neubaus verwendet werden müssen.
Die Sparprämie beträgt 5.000 € pro Begünstigtem.

— Architektenprämie

Die Architektenprämie ist eine finanzielle Beihilfe, die Sie zusätzlich zu Ihrer Verbesserungsprämie vom Staat erhalten können. Die Prämie soll einen Teil Ihrer Architekten- und/oder Ingenieurkosten decken.

Achtung
Die Architektenprämie beträgt höchstens die Hälfte des Honorarsatzes des Architekten oder beratenden Ingenieurs (bis zu einem Höchstbetrag von 1.250 €).

1 Mehrwertsteuer im Wohnungsbau (oder direkte Anwendung des stark ermäßigten Steuersatzes)

Der normale Mehrwertsteuersatz liegt bei 17 %. Für Bauarbeiten gilt allerdings ein ermäßigter Mehrwertsteuersatz von 3 %, wenn es sich um den Hauptwohnsitz handelt. Die Steuervergünstigung beträgt höchstens 50.000 € pro Neubau.

2 Steuergutschrift für notarielle Beurkundungen („Bëllegen Akt“)

Jede Privatperson kann bei der notariellen Beurkundung des Kaufs einer selbst genutzten Wohnung eine Steuergutschrift von bis zu 20.000 € geltend machen, die auf die normalerweise anfallenden Kosten für die Grundbucheintragung und Eigentumsübertragung angerechnet wird.

Anmerkung
Für Ihr Vorhaben gibt es noch weitere Steueranreize. Nähere Informationen erhalten Sie bei der Administration de l’Enregistrement et des Domaines.

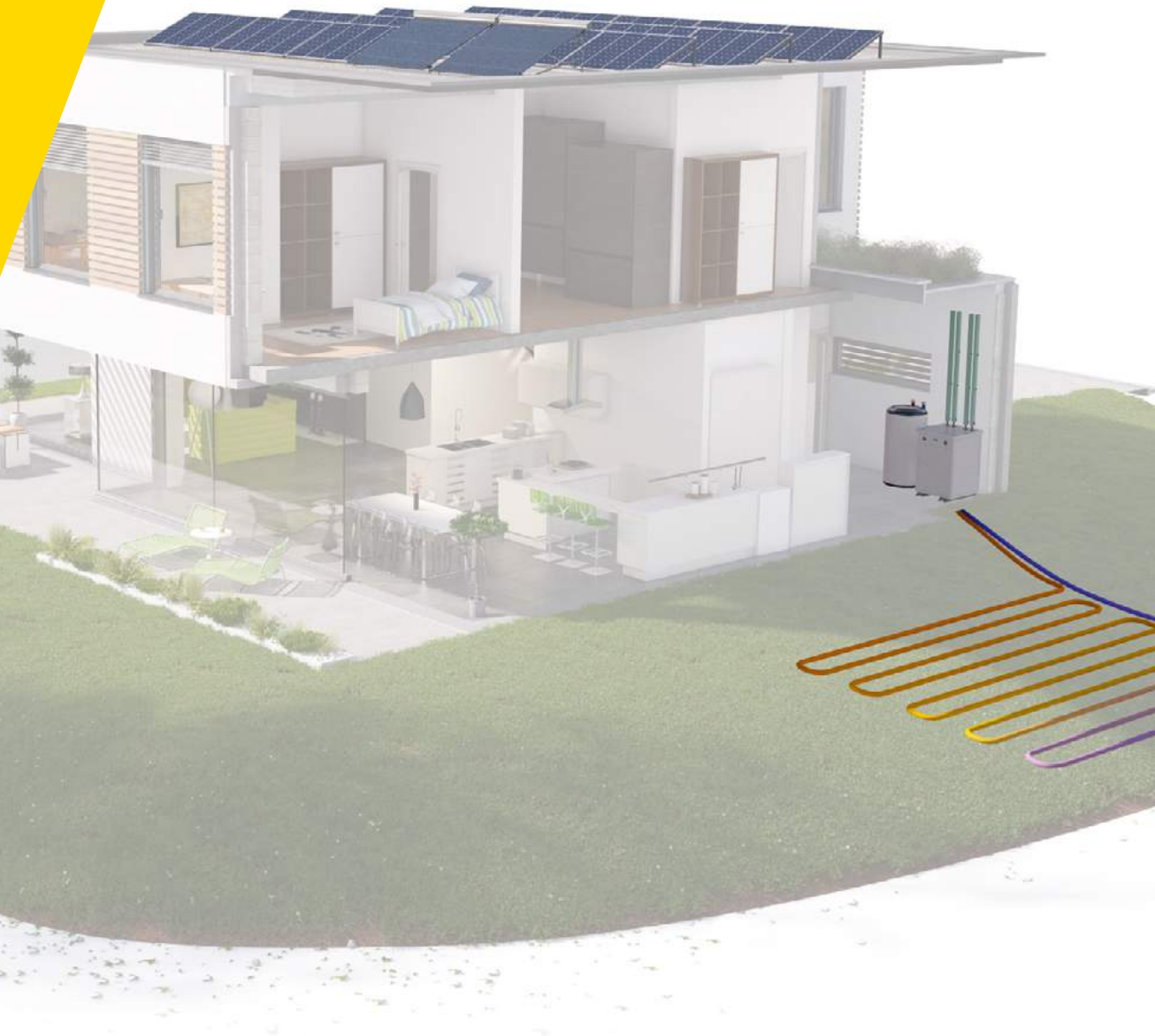
www aed.public.lu

2.5. Kommunale Beihilfen

Viele Gemeinden bieten ergänzende Finanzbeihilfeprogramme an. Nähere Informationen erhalten Sie bei Ihrer Gemeindeverwaltung oder bei myenergy.

3

Subventionierte technische Anlagen im Bereich der erneuerbaren Energien



3. Subventionierte technische Anlagen im Bereich der erneuerbaren Energien

3.1. PRIMe-House-Beihilfen

Die PRIMe-House-Beihilfen zur Einbeziehung erneuerbarer Energien in Wohngebäuden richten sich nach den Investitionskosten der jeweiligen Anlage und dürfen einen festgelegten Höchstbetrag nicht übersteigen.

Diese Beihilfen können sowohl für Renovierungsvorhaben als auch für Neubauten in Anspruch genommen oder unabhängig von einem solchen Vorhaben beantragt werden.

Achtung
Es können zusätzliche Bedingungen gelten. Für weitere Informationen zu den technischen Spezifikationen wenden Sie sich an myenergy.

Anmerkung
Gefördert werden alle Investitionen, die zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2020 getätigt werden – dabei ist das Rechnungsdatum maßgebend. Mit Ausnahme von Photovoltaikanlagen verlängert sich dieser Zeitrahmen bis zum 31. Dezember 2024, wenn zeitgleich mit der Investition und den Leistungen eine energetische und nachhaltige Renovierung eines bestehenden Wohngebäudes durchgeführt oder ein nachhaltiger Neubau errichtet wird.

Solarenergie	Förderbetrag (% der Kosten)	Höchstbetrag Einfamilienhaus	Höchstbetrag Mehrfamilienhaus
Thermische Solaranlage (Brauchwarmwasser)	50 %	2.500 €	2.500 € pro Wohneinheit, max. 15.000 €
Thermische Solaranlage mit Heizungsunterstützung	50 %	4.000 €	4.000 € pro Wohneinheit, max. 20.000 €
Photovoltaikanlage	20 %	mit einem Höchstbetrag von 500 € / kW_p	
Solaranlage (Hybridkollektor)	20 %		

Eine zusätzliche Pauschalbeihilfe von 1.000 € wird bewilligt, wenn die Installation der thermischen Solaranlage gleichzeitig in Kombination mit einer förderfähigen Holzheizung oder Wärmepumpe erfolgt.

Einspeisevergütung

Wenn Ihre Photovoltaikanlage den erzeugten Strom ins Netz einspeist, erhalten Sie eine zusätzliche Investitionsförderung.

Elektrische Spitzenleistung der Anlage kleiner oder gleich 10 kW_p

1. Jahr der Einspeisung	Tarif € / kWh
2019	0,1650
2020	0,1601
2021	0,1552

Elektrische Spitzenleistung der Anlage zwischen 10kW_p und 30 kW_p

1. Jahr der Einspeisung	Tarif € / kWh
2019	0,1550
2020	0,1504
2021	0,1458

Wärmepumpe	Förderbetrag (% der Kosten)	Höchstbetrag Einfamilienhaus	Höchstbetrag Mehrfamilienhaus
Erdwärmepumpe (Erdsonden, Erdkollektoren oder Systeme mit Latentwärmespeicher und thermischer Solaranlage)	50 %	8.000 €	6.000 € pro Wohneinheit, max. 30.000 €
Luftwärmepumpe oder Kompaktgerät, nur für Niedrigstenergiehäuser (NZEB = Nearly Zero Energy Building).	25 %	2.500 €	-

Holzenergie	Förderbetrag (% der Kosten)	Höchstbetrag Einfamilienhaus	Höchstbetrag Mehrfamilienhaus
Pellet- und Hackschnitzelkessel	40 %	5.000 €	4.000 € pro Wohneinheit, max. 24.000 €

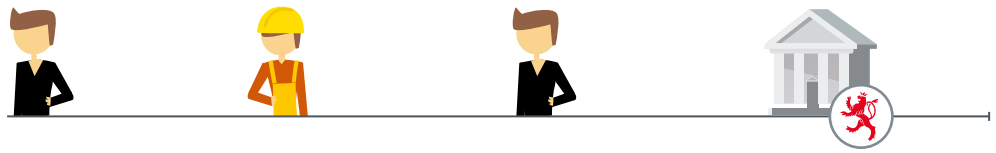
Für den Einbau eines Pufferspeichers mit einer minimalen Kapazität von 30 l / kW kann ein zusätzlicher Bonus von 15 % bewilligt werden (in Kombination mit dem Einbau einer Pellet- oder Hackschnitzelheizung).

Scheitholzkessel oder Kombination Scheitholz/Pellets	25 %	2.500 €	max. 2.500 €
Pelletofen (angeschlossen an den Heizkreislauf)	30 %	2.500 €	-

Es wird ein Bonus von 30 % gewährt, wenn der bestehende Heizkessel oder die elektrische Heizung durch einen förderfähigen Holzkessel ersetzt wird.

Nahwärmenetz	Förderbetrag (% der Kosten)	Höchstbetrag Einfamilienhaus	Höchstbetrag Mehrfamilienhaus
Anschluss an ein Nahwärmenetz	-	50 € / kW max. 15 kW	15 € / kW max. 8 kW pro Wohneinheit
Errichtung eines Nahwärmenetzes	30 %	7.500 €	-

3.1.1. So beantragen Sie die PRIMe-House-Beihilfen für die technischen Anlagen



01
Antragsteller
holt Angebote von Unternehmen ein

02
Unternehmen
baut die technische Anlage ein und füllt die Formulare aus

03
Antragsteller
beantragt die Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen

04
Zentrale Anlaufstelle für Wohnungsbeihilfen
gibt die Auszahlung der PRIMe-House-Beihilfen frei

3.2. Klimadarlehen

Wenn Sie einen bestehenden Heizkessel austauschen oder Ihr Heizsystem modernisieren, können Sie ein Klimadarlehen für die Vorfinanzierung der Arbeiten beantragen. Nähere Einzelheiten zu den verschiedenen Klimadarlehen finden Sie auf Seite 10.

3.3. Energiekooperativen

Seit dem 1. Januar 2016 können stromproduzierende Genossenschaften von einer Vergütung in Form eines Einspeisetarifes für die Produktion von Solarstrom profitieren. Die Inanspruchnahme dieser Maßnahme ist gekoppelt an die Rechtsform einer Genossenschaft oder einer Gesellschaft bürgerlichen Rechts, die mindestens besteht aus:

7
natürlichen Personen, Vereinen ohne Gewinnzweck oder Stiftungen

myenergy bietet in diesem Rahmen Beratungen zu den technischen Details von Photovoltaikanlagen und zur Regelung des Einspeisetarifs an. Außerdem unterstützt myenergy bei der Gründung einer Genossenschaft und bietet für einen ausführlicheren Austausch eine Liste mit den aktuell bestehenden Genossenschaften an. Nähere Informationen über die einzelnen Schritte bei der Gründung einer Energiekooperative finden Sie unter www myenergy.lu.

Einspeisevergütung

Elektrische Spitzenleistung der Anlage zwischen 30 kW_p und 100 kW_p		Elektrische Spitzenleistung der Anlage zwischen 100 kW_p und 200 kW_p		Elektrische Spitzenleistung der Anlage zwischen 200 kW_p und 500 kW_p	
1. Jahr der Einspeisung	Tarif € / MWh	1. Jahr der Einspeisung	Tarif € / MWh	1. Jahr der Einspeisung	Tarif € / MWh
2019	145,0	2019	140,0	2019	125,0
2020	139,2	2020	134,4	2020	120,0
2021	133,6	2021	129,0	2021	115,2

3.4. Beihilfeprogramme von Strom- und Gasversorgern (Energieeffizienz-Verpflichtungssystem)

Um Energieeffizienzmaßnahmen geltend machen zu können, müssen die Strom- und Gasversorger nachweisen, dass sie Anreize für die Realisierung solcher Maßnahmen geboten haben. Sie müssen den Verbraucher, der die betreffende Maßnahme durchführt, mit einem direkten Beitrag unterstützen. Ein solcher Anreiz kann unter anderem ein finanzieller Beitrag sein.

Einige Energielieferanten bieten zusätzliche Beihilfen an, die nicht an das Verpflichtungssystem gekoppelt sind.

Weitere Informationen
Bitte erkundigen Sie sich bei den Strom- und Gaslieferanten in Luxemburg nach deren individuellen Beihilfeprogrammen. Eine vollständige Liste dieser Versorger finden Sie auf der Website des Institut Luxembourgeois de Régulation (ilr.lu).

Nähere Einzelheiten zu den jeweiligen einzuhaltenden Etappen im Rahmen des Energieeffizienz-Verpflichtungssystems finden Sie auf Seite 19.

3.5. Kommunale Beihilfen

Viele Gemeinden bieten ergänzende Finanzbeihilfeprogramme an. Nähere Informationen erhalten Sie bei Ihrer Gemeindeverwaltung oder myenergy.

Lassen Sie sich während Ihres gesamten Projekts beraten!

myenergy begleitet Sie bis zum erfolgreichen Abschluss Ihres Neubau- oder Renovierungsvorhabens. Vereinbaren Sie noch heute einen Termin für eine kostenlose persönliche Energiegrundberatung unter 8002 11 90 oder auf myenergy.lu. Ihr myenergy-Berater kommt zu Ihnen nach Hause oder zum myenergy infopoint-Beratungsbüro in Ihrer Nähe. Alternativ können Sie sich auch in den Geschäftsräumen von myenergy in Luxemburg-Stadt beraten lassen.

Sie erhalten wertvolle Informationen zur Energieeffizienz Ihres Zuhauses, zu erneuerbaren Energien, zum nachhaltigen Bauen und Renovieren, nachhaltigen Materialien sowie zu Ihrem Energieverhalten und Ihrer nachhaltiger Mobilität.

Dieser Service wird von myenergy und Ihrer Gemeinde finanziert.

8002 11 90

myenergy.lu

myenergy
Luxembourg

Sie benötigen Informationen rund um die Themen Energie und nachhaltiges Bauen?

Die Beratung von myenergy ermöglicht

8002 11 90
www.myenergy.lu
Termin nur auf Vereinbarung

> Ihnen, die Finanzhilfen und die energetischen Verbesserungsmöglichkeiten zu erklären;

> mehr zu erfahren über den energetischen Standard und die Nachhaltigkeit Ihrer Wohnung sowie über die Verbesserung Ihres Wohnkomforts;

> Ihnen, sich über die Nutzung erneuerbarer Energien zu informieren.

LASSEN SIE SICH **BERATEN!**

Ihre Ansprechpartner

Zu den technischen Aspekten Ihres Vorhabens und zu allen verfügbaren Beihilfen bietet myenergy Ihnen eine Energiegrundberatung an, die von myenergy und Ihrer Gemeinde finanziert wird:

myenergy
Luxembourg

8002 11 90

8:00 - 12:00 Uhr und
13:00 - 17:00 Uhr

info@myenergy.lu

28, rue Glesener
L-1630 Luxemburg
T. +352 40 66 58
R.C.S. Luxembourg C84

myenergy.lu

Wenn Sie Fragen zum administrativen Ablauf bei der Beantragung von staatlichen Beihilfen haben:

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

GUICHET UNIQUE DES AIDES AU LOGEMENT

Hotline
8002 10 10

von 8:00 bis 16:00 Uhr

guichet@ml.lu

11, rue de Hollerich
L-1741 Luxemburg

Öffnungszeiten:
Montags bis freitags von 8:00 bis 12:00 Uhr
und von 13:30 bis 16:00 Uhr

Donnerstags durchgehend
von 8:00 bis 17:30 Uhr

Beihilfen I DE I Mai 19 I zu 100 % recyceltes Papier